



Lettre n° 302 du 24 septembre 2023

Au sommaire :

- **Contre les nationalismes bellicistes, solidarité internationale des travailleurs pour une fédération socialiste des peuples !** - *François Minvielle*
- **Grève dans l'automobile aux USA : « Nous sommes debout et le monde nous regarde ! »** - *Yvan Lemaitre*
- **Capitalisme, catastrophes naturelles et crise climatique** - *Bruno Bajou*

Contre les nationalismes bellicistes, solidarité internationale des travailleurs pour une fédération socialiste des peuples !

Au moment où, à Versailles, Macron, avant de se croire habité par le Saint-Esprit, s'inclinait obséquieusement devant le vestige de la monarchie anglaise, partageant la suffisance autosatisfaite de dirigeants des deux plus vieilles puissances coloniales, à New York, devant l'Assemblée de l'ONU, Biden s'adressait au monde pour justifier la poursuite de la guerre en Ukraine. « *Les États-Unis, avec leurs alliés et partenaires du monde entier, continueront à soutenir le courageux peuple ukrainien dans la défense de sa souveraineté, de son intégrité territoriale et de sa liberté* ». Zelensky a évidemment surenchéri, appelant les hésitants à dépasser « *la peur de la guerre* » pour le soutenir, avant d'essayer d'obtenir du Congrès américain une nouvelle aide de 24 milliards, après les 114 milliards déjà fournis par les USA.

Dans le même temps, sur la base américaine de Ramstein, devant une cinquantaine d'Etats, le chef d'Etat-major et le secrétaire à la Défense des USA confirmaient leur « *soutien à long terme à l'Ukraine ... aussi longtemps qu'il le faudra* », expliquant que « *les guerres sont une interaction entre deux volontés politiques concurrentes qui veulent imposer leur volonté à l'autre par le recours à la violence organisée. C'est l'essence même de la guerre* ».

Si Biden devant l'ONU se donne le beau rôle de défenseur de la liberté en réponse à l'agression de Poutine, répétant le mensonge officiel selon lequel « *la Russie porte seule la responsabilité de cette guerre* », les généraux assument l'affrontement entre « *deux volontés politiques concurrentes* », celles des classes dominantes de l'OTAN, qui ont voulu la guerre tout autant que Poutine, et celles de Russie. Une guerre permanente s'est installée au cœur de l'Europe, dans un monde où le militarisme s'exacerbe et où de nombreuses autres zones de conflits sont prêtes à craquer, ou craquent déjà. Et dans chaque pays engagé

par l'aide militaire et financière, les discours nationalistes et guerriers justifient les milliards consacrés à l'armement. Pour convaincre à l'ONU nombre de pays pauvres qui n'ont pas soutenu la guerre contre la Russie, Biden a défendu un « *monde régi par des règles élémentaires... la souveraineté, l'intégrité territoriale* ». Quelle hypocrisie de la part du dirigeant de la première puissance mondiale, principal fauteur de guerre qui affirme en réalité sa politique, maintenir « *les règles* » qui garantissent sa domination sur le monde, politique dont Zelensky se fait l'instrument. Cela ne peut se faire qu'à travers la concurrence économique et le militarisme, la guerre contre les rivaux et concurrents qui exacerbe les nationalismes. Cela nourrit les politiques d'union nationale pour obtenir le soutien des peuples et les préparer à la guerre, et encourage les forces nationalistes les plus réactionnaires, qui donnent le ton, de Trump à Le Pen, en passant par Poutine.

L'État et la nation, instrument des rivalités au sein de la bourgeoisie capitaliste

Lors de la même assemblée de l'ONU, le président brésilien Lula a dénoncé justement « *les inégalités* » provoquant « *l'insécurité alimentaire* » pour 735 millions de personnes dans le monde, l'accaparement des richesses des 10 hommes les plus riches possédant autant que 40 % de l'humanité. Mais, à la tête d'un Etat qui joue sa propre carte, Lula s'est bien gardé de faire le lien entre ces inégalités insupportables et les rivalités qui conduisent à la guerre. Il constate, comme Guterres, l'impuissance de l'ONU, et tous deux en appellent au « *dialogue* », à un « *compromis mondial* ». Des vœux pieux, anesthésiants, alors que le chaos capitaliste fait éclater les tensions entre les Etats.

Au sein des alliés contre la Russie, les rivalités nationales n'ont jamais cessé et elles s'accroissent. C'est ainsi que la Pologne, l'adversaire le plus virulent de la Russie et principale voie de livraison d'armements à l'Ukraine a annoncé qu'elle ne livrerait plus d'armes à celle-ci, en réaction aux importations massives de céréales -qui font concurrence aux producteurs polonais- en provenance d'Ukraine. Par calcul électoral et pour assurer sa place dans les nouveaux rapports de forces qui s'installent en Europe avec la guerre, le premier ministre polonais a dit vouloir favoriser sa propre armée « *afin qu'elle devienne l'une des armées terrestres les plus puissantes d'Europe, et ce dans un délai très court* ».

Tous les Etats capitalistes, des plus puissants aux plus petits comme l'Arménie ou l'Azerbaïdjan, sont pris dans la même logique de se battre pour leurs propres zones d'influence pour servir les intérêts de leurs bourgeoisies dans une situation de récession, de crise globale de la mondialisation capitaliste financiarisée.

Cette explosion de conflits militaires est l'expression sanglante du caractère rétrograde de l'Etat national, des frontières qui protègent la propriété privée capitaliste et les privilèges d'une minorité. Le développement même du capitalisme intégrant les progrès technologiques, le développement mondialisé de la finance, ont rompu le carcan des frontières nationales et ruiné les bases économiques du nationalisme auquel les bourgeoisies s'accrochent désespérément pour maintenir leur domination.

Le nationalisme, piège mortel pour embrigader les peuples

Les dirigeants de tous les Etats se servent ainsi du nationalisme et l'alimentent, poussés par leurs rivaux dans une surenchère délétère. Ici, Macron et Darmanin s'alignent sur Bardella, promettant qu'ils n'accueilleront pas un seul migrant venant de Lampedusa. Une politique criminelle. Leur nationalisme, c'est aussi celui du « *soutien à l'économie* », de « *la réindustrialisation* » à coups de milliards offerts à la finance, au prix des reculs sociaux infligés au monde du travail.

Le Pen, elle, prétend que le nationalisme est la réponse aux problèmes du monde. Elle vient de présenter une « *déclaration des droits des peuples et des nations... pour œuvrer à la paix universelle* » se réclamant de la « *coopération* », de « *la libre circulation des idées* » et du « *droit au progrès* » face au discrédit des institutions internationales. Elle érige le nationalisme comme protection contre « *les grandes menaces [qui] ne proviennent pas obligatoirement uniquement des Etats* », mais aussi des grands groupes privés. La démagogie identitaire « *historique... culturelle... linguistique... religieuse* » et souverainiste au nom « *des intérêts vitaux* », « *de la sécurité intérieure et extérieure* », et de « *l'indépendance nationale* », servent à construire l'illusion d'une cheffe forte à la tête d'un Etat fort et protecteur face aux dangers du monde.

Les anciens défenseurs de l'esclavage colonial et de l'Algérie française se font aujourd'hui les défenseurs des droits des peuples !

Ce repli derrière l'Etat et la nation, et sa démagogie raciste, est une réponse réactionnaire, un danger mortel qui ne peut qu'exacerber les tensions à l'extérieur et durcir l'exploitation à l'intérieur. Loin de mettre un terme à l'appauvrissement des classes populaires, il l'aggraverait en s'appuyant sur les politiques répressives déjà engagées par l'Etat.

Face à ce nationalisme, la gauche populiste est atone ou suiviste. Ruffin, cette semaine, s'est certes opposé aux termes d'« *invasion* » ou de « *submersion* » migratoires de l'extrême-droite, mais pour revendiquer « *une politique d'OQTF [obligation de quitter le territoire français] qui soit beaucoup plus ciblée et beaucoup plus effective* », dans la continuité des gouvernements PS-PC-EELV qui ont mené la chasse aux migrants depuis Mitterrand. Et la NUPES soutient une fois la bourgeoisie française en approuvant la politique de guerre contre la Russie de Macron au sein de l'OTAN.

Pour la solidarité internationaliste, pour les États-unis socialistes d'Europe

La défense des Etats conduit à des politiques réactionnaires alors même que les frontières nationales sont dépassées par le marché mondial et la puissance des multinationales qui, en même temps, ont besoin des Etats pour exploiter le travail et la nature et régler les rivalités entre bourgeoisies. C'est de cette contradiction que surgit l'explosion des nationalismes, instrument idéologique pour embrigader les peuples, dévoyer les colères, maintenir ce vieux monde en décomposition au prix de la guerre militaire et sociale.

Cette violence contre les peuples est celle d'un système qui a sapé ses propres bases, ruinant les fondements des Etats et du nationalisme, développant la production et le commerce à l'échelle internationale, faisant croître un nouveau prolétariat à l'échelle mondiale, dont les liens n'ont jamais été aussi forts, tant par l'organisation du travail au sein des multinationales, que par les échanges d'informations et d'idées. La compréhension progresse qu'aucun problème – ni la guerre, ni la crise environnementale, ni la récession – ne peut se résoudre à une échelle nationale, armant les consciences pour s'affronter aux mensonges des prétendues solutions souverainistes.

Ce vieux monde est dépassé, fini, emporté par ses derniers soubresauts criminels. Et les vœux pieux du pape fustigeant les « *nationalismes archaïques et belliqueux* » ne suffiront pas à l'achever... Cette tâche appartient à la classe mondialisée qui n'a aucun intérêt à sa survie comme à la survie de l'idéologie réactionnaire du nationalisme parce qu'elle n'a ni patrie ni frontière.

Face au camp de la réaction, toutes celles et ceux qui refusent cette barbarie du nationalisme et de la guerre ont besoin de s'unir contre les démagogues pour mettre

en œuvre une politique progressiste, démocratique, respectueuse des droits de l'homme et des peuples, la solidarité internationale. Les élections européennes à venir en seront l'occasion autour de la perspective des

États-unis socialistes d'Europe. Elles exigent de celles et ceux qui partagent cette perspective, le mouvement révolutionnaire, de faire un front commun internationaliste.

François Minvielle

Grève dans l'automobile aux USA : « Nous sommes debout et le monde nous regarde ! »

« Ce soir, pour la première fois de notre histoire, nous allons faire grève chez les Big Three » déclarait le 14 septembre le dirigeant de la centrale syndicale des ouvriers de l'automobile, l'UAW (United Auto Workers), Shawn Fain. Le vendredi 15, à minuit, alors que le contrat -l'équivalent d'une convention collective- venait d'expirer, 12 700 travailleurs débrayaient dans 3 usines d'assemblage, une pour chaque compagnie, à Wentzville (Missouri) pour GM, à Toledo (Ohio) pour Stellantis et à Wayne (Michigan) pour Ford, 3 sur près de 70. La grève décidée par 97 % des 150 000 syndiqués à l'appel de la direction du syndicat, la première dans le secteur depuis 2019, exige de nouveaux contrats de travail collectifs pour les 4 années à venir.

Une grève qui frappe les Big 3 en même temps constitue une première historique qui renvoie à la combativité des grèves avec occupation des années 30 qui donnèrent naissance à l'UAW, une combativité dont Shawn Fain, le nouveau secrétaire général de l'UAW, se veut l'incarnation en réponse à la colère ouvrière.

« Nous sommes debout et le monde nous regarde ! », sa déclaration au début de la grève sonne fort mais la politique de la bureaucratie syndicale l'est moins. Son « Nous sommes debout » fait référence à sa stratégie, la « grève debout », « Stand Up Strike », en réalité une stratégie d'une grande prudence. Seuls 12 700 travailleurs sur 150 000 étaient en grève la première semaine dans seulement trois usines. Il s'agirait de ménager les forces sans exclure la possibilité d'une grève totale mais cette politique laisse la majorité des ouvriers au travail, sans contrat, face au patronat prêt à tout pour pallier aux conséquences de la grève et intimider les travailleurs. Déjà tombent des sanctions, des menaces de licenciements...

Le mécontentement de nombre d'ouvriers devant l'attentisme de l'UAW a contraint Shawn Fain à lancer, le 21 septembre, une sorte d'ultimatum : « Nous n'allons pas attendre indéfiniment pendant qu'ils font traîner les choses en longueur et nous n'allons pas perdre notre temps. J'ai été clair avec les trois grands constructeurs à chaque étape et je vais l'être à nouveau. Si nous ne faisons pas de progrès sérieux d'ici vendredi midi, d'autres sections locales seront appelées à se mobiliser pour se joindre à la grève. » Et vendredi midi, la grève s'est étendue à 38 centres de distribution de pièces détachées de General Motors et de Stellantis, situés dans vingt États mais qui ne représentent que 5600 grévistes nouveaux.

« À profits records, contrat record »

La grande majorité des travailleurs ont voté pour la grève et se reconnaissent dans les revendications portées par l'UAW : une hausse de 46 % des salaires sur les quatre années à venir, le retour de l'allocation compensatrice de l'inflation (COLA), à laquelle ils avaient renoncé en 2007 sous la pression du patronat, les 32 heures sans perte de salaire, la fin du statut dérogatoire (« tiers », accepté lors des contrats précédents) que connaissent les nouveaux embauchés et les intérimaires, payés bien moins que leurs collègues et ne bénéficiant pas de la même retraite ni de la même couverture médicale. Les nouveaux embauchés n'ont pas le statut d'« auto workers » et sont utilisés pour faire pression sur les anciens. Les travailleurs temporaires de GM commencent à 16,67 dollars et terminent à 20 dollars, soit la moitié de ce que gagnaient les travailleurs il y a cinquante ans.

Au cours des vingt dernières années, le salaire moyen dans l'automobile a diminué de 30 %, en tenant compte de l'inflation. Ces reculs, les sacrifices consentis par les ouvriers, notamment suite à la crise de 2008, ont financé les 250 milliards de dollars de bénéfices réalisés par les « trois grands » ces dix dernières années. En 2022, GM, Ford et Stellantis ont réalisé ensemble 77 milliards de dollars de bénéfices bruts et affichent 21 milliards de dollars de profits au premier semestre 2023.

Marry Barra, la présidente de General Motors, s'est octroyée une hausse de salaire de 34 % entre 2019 et 2022 et a gagné 28,9 millions de dollars en 2022, soit 630 fois le salaire moyen d'un ouvrier de l'automobile, mais elle affirme que si elle se plie aux revendications de l'UAW, l'entreprise fera faillite. Des propos qui ne peuvent être ressentis que comme un camouflet insupportable, un encouragement à l'extension de la grève...

La possibilité de changer le rapport de force

Selon les sondages, les trois quarts des Américains soutiennent les revendications et la moitié d'entre eux approuve la grève. Le contexte est favorable au mouvement qui pourrait ouvrir la possibilité d'imposer un recul aux Big Three et à Wall Street qui craignent que ne se déclenche un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière.

De ce point de vue la stratégie ciblant chaque groupe mais à une petite échelle en espérant que le patronat cédera sans qu'il soit besoin d'aller vers une généralisation de la grève et en gardant intacte la caisse de grève estimée à 850 millions de dollars, désarme la combativité alors que la grève n'a que peu d'impact sur la production et que les

stocks de véhicules chez les concessionnaires dépassent un mois.

Cette stratégie est censée donner aux négociateurs un maximum de moyens de pression et de marges de manœuvre dans les tractations, en réalité elle laisse le temps au patronat d'adopter sa propre stratégie sans être sous la pression de la généralisation de la grève. Wall Street voit, pour le moment, la grève sans trop d'inquiétude.

La frustration semble grande dans les usines continuant à travailler parce que ceux qui y travaillent font partie des 97 pour cent qui ont voté pour la grève. Cet attentisme risque aussi de décevoir les travailleurs des vastes chaînes d'approvisionnement, les travailleurs des usines de pièces, qui font partie intégrante du processus de production ainsi que toutes celles et ceux qui regardent avec espoir la grève.

« *Et si nous avons besoin de tous faire grève, nous le ferons* », avait prévenu Shawn Fain, pour beaucoup il semble que le moment soit venu.

Biden obligé de soutenir la grève et surtout la direction de l'UAW

La popularité du mouvement a poussé Biden à reprendre le discours de l'UAW. « *Les profits records, a-t-il déclaré, n'ont pas été partagés équitablement, à mon avis, avec ces travailleurs. [...] Les travailleurs méritent une part équitable des bénéfices qu'ils ont contribué à créer pour une entreprise.* »

L'UAW souhaite que Biden exerce une pression sur les entreprises en s'appuyant sur les prêts et subventions de plusieurs milliards de dollars qui leur sont offerts pour construire des usines de batteries électriques au nom de la transition écologique. La Maison Blanche voudrait en même temps gagner le vote des travailleurs sans contrarier le patronat qui fait pression sur le gouvernement pour éviter toute concession aux salariés d'un secteur aussi important que l'automobile qui pourrait jouer un rôle de locomotive dans les luttes ouvrières.

L'UAW, en tant que syndicat puissant, est essentiel à la réussite de la campagne politique de Biden d'autant que ce dernier a besoin de contrer l'influence de Trump au sein d'une fraction de la classe ouvrière et que, jusqu'à présent, l'UAW n'a pas officiellement soutenu sa candidature. L'aile gauche du parti Démocrate a les mains plus libres. Ainsi à l'occasion du meeting organisé le premier jour de la grève par l'UAW, Bernie Sanders était présent pour soutenir la grève, « *le combat de l'UAW contre la cupidité capitaliste est le combat de chaque Américain.*

[...] *Il est temps pour vous de mettre fin à votre cupidité et de traiter vos salariés avec le respect et la dignité qu'ils méritent. Il est temps de s'asseoir et de négocier une convention équitable. Ce que nous voyons dans l'industrie automobile est ce que nous voyons dans l'ensemble de l'économie. L'avidité au sommet, la souffrance de la classe ouvrière et les gens qui en ont assez.* » La même politique que celle de Shawn Fain qui vise à convaincre le grand patronat de plus de justice...

Face à la régression sociale, renouveau des luttes de classes

Cette grève s'inscrit dans le contexte des mobilisations ouvrières aux États-Unis. Le sentiment croissant de colère dans la classe ouvrière est un symptôme du clivage de classe qui grandit. Il s'exprime contre l'enrichissement massif des milliardaires et l'augmentation importante des inégalités, alors qu'une partie de la classe ouvrière voit sa situation se dégrader de jour en jour.

Le monde du travail cherche les moyens de rompre cette folie d'une machine qui produit toujours plus d'inégalités et de misère. Elle a besoin pour cela de s'émanciper des appareils réactionnaires des partis démocrates et républicains pour avoir sa propre politique de classe. C'est aussi l'issue de la grève qui est en jeu et dépend, quant au fond, de l'émergence d'un mouvement de la base pour la généralisation et la coordination de la lutte et le refus de la politique de la direction du syndicat qui, aussi combative soit-elle, ne considère les ouvriers que comme une masse de manœuvre et non les acteurs conscients de leur propre lutte.

A travers le renouveau des luttes de la classe ouvrière aux USA comme dans le monde se forge aussi la conscience de la nécessité de renverser tout ce système et d'en instaurer un où la satisfaction des besoins sociaux, et non le profit privé déterminera la marche de l'économie.

Il y a un sentiment grandissant qu'une réorganisation fondamentale de la société devient indispensable. La capacité d'inverser le rapport de force, d'imposer des reculs, dès maintenant, au grand patronat dépend de la profondeur de cette prise de conscience, de la capacité des travailleurs à se donner leur propre parti.

Une première victoire des travailleurs de l'automobile américain serait un grand pas en avant au-delà des frontières. Leur combat est le nôtre, un espoir, une perspective...

Yvan Lemaitre

Capitalisme, catastrophes naturelles et crise climatique...

Face à la catastrophe climatique, Elisabeth Borne a présenté lundi dernier, la dérisoire « *planification écologique* » du gouvernement Macron : 10 milliards d'euros saupoudrés en direction des entreprises du transport, du bâtiment, de l'industrie. Derrière le bluff écologique, c'est dans la continuité de leur « *transition écologique* »,

un détournement de l'argent public pour financer, à coup de subventions et autres primes à l'achat, les multinationales. Toutes comme par exemple celles de l'automobile sont sur les rangs pour l'énorme marché que représente cette transition quitte au passage à utiliser l'argument écologique avec des primes sélectives pour faire du pro-

tectionnisme contre les constructeurs chinois de voitures électriques !

L'écologie est utilisée, dévoyée par tous les gouvernements, comme par les multinationales pour nous vendre leur capitalisme vert, leur finance verte... leurs profits verts ! Tous les partis institutionnels s'en servent pour nous resservir la même vieille recette usée du bon programme, des bonnes réformes qui doivent permettre de changer le monde en votant pour eux et en subventionnant le capital ! Et jusqu'au RN qui cherche à détourner les réelles et bien justifiées inquiétudes d'une large fraction de la population face à la crise écologique qui se combine à la crise économique, sur le terrain d'un « *nationalisme écologique* » d'autant plus absurde et réactionnaire que le changement climatique ne connaît pas les frontières pas plus d'ailleurs que la crise économique !

Le décalage est de plus en plus profond entre ce greenwashing généralisé des classes dominantes et de leurs serviteurs et la réalité de la catastrophe en cours qui impacte de plus en plus violemment les populations à travers le monde.

« *L'effondrement climatique a commencé* », déclarait début septembre, António Guterres, le secrétaire général des Nations unies, après l'annonce que les mois de juin, juillet et août 2023 ont été les plus chauds jamais connus par l'humanité. « *Notre climat implose plus vite que nous ne pouvons y faire face, avec des phénomènes météorologiques extrêmes qui frappent tous les coins de la planète* »...

Les classes dominantes sont tout autant incapables d'y faire face que de protéger les populations face à des catastrophes naturelles comme le séisme qui a frappé le Maroc. Si les séismes sont imprévisibles, les régions sismiques, comme celle de l'Atlas, sont bien connues, et la population marocaine a été avant tout victime de la misère, de l'absence d'investissement pour préparer la région en la dotant des infrastructures nécessaires pour faire face à une telle catastrophe.

Cet été les phénomènes météorologiques extrêmes se sont succédé aux quatre coins du globe avec une cadence effrénée, incendies géants (au Canada, à Hawaï, en Grèce, en Algérie), tempêtes historiques avec des pluies torrentielles (au Chili, en Inde, au Pakistan, ...) jusqu'à la terrible catastrophe qui a ravagé la ville de Derna en Libye entraînant des milliers de morts et disparus et plus de 40 000 personnes réduites à fuir, d'autant que le risque est grand de voir se développer des épidémies.

Libye, une catastrophe naturelle aggravée par les destructions du capitalisme et de la guerre

La catastrophe en Libye illustre comment les multiples crises liées à la faillite du capitalisme se combinent en une logique infernale pour les populations, aggravée par l'incurie des classes dominantes, incapables d'y faire face autrement que par une fuite en avant mortifère.

Les inondations en Libye sont la conséquence de la tempête Daniel, un cyclone subtropical méditerranéen qui a aussi touché la Grèce, la Turquie, Chypre et qui fait partie de ces événements extrêmes dont la fréquence augmente du fait du réchauffement climatique. Mais le nombre effroyable de victimes est surtout dû à la rupture des barrages de Derna et de Mansour qui depuis 1998 présentaient des fissures qui n'ont jamais été réparées du fait de la situation chaotique et de la misère qui règnent en Libye. L'intervention militaire de 2011 déployée par une coalition internationale au premier rang de laquelle se trouvaient la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, pour renverser le dictateur Kadhafi a eu surtout pour conséquences d'aggraver la misère des populations comme la corruption généralisée qui déstabilise un pays désormais déchiré entre différents chefs de guerre chacun monnayant pétrole et rétention de migrants auprès des grandes puissances.

Dans les jours qui ont suivi la catastrophe de Derna, des milliers de migrants sont arrivés depuis les côtes de Tunisie et de Libye sur la petite île italienne de Lampedusa fuyant l'accentuation de la crise économique comme de la crise climatique... et se retrouvant confrontés à la politique criminelle de fermeture des frontières des Etats européens.

Crise climatique, crise économique, crise politique se combinent contre les peuples car la mondialisation capitaliste en même temps qu'elle a ravagé l'environnement et fait exploser les inégalités sociales et la misère, a aussi déstabilisé tous les rapports internationaux, accentué la concurrence économique entre les pays, exacerbant les tensions internationales jusqu'à la guerre en Ukraine, et entraînant une montée des politiques réactionnaires et du militarisme dans tous les pays du globe.

Avec l'accélération du réchauffement climatique, les événements catastrophiques, incendies, inondations, orages mais aussi pandémies vont se multiplier. S'il n'est plus possible de l'empêcher, l'urgence devrait être de s'y préparer en les anticipant, en mobilisant pour cela les moyens matériels et humains suffisants pour protéger les populations, ou si ce n'est plus possible, leur permettre de fuir les régions les plus dangereuses pour se mettre à l'abri. Il faudrait penser à l'échelle du monde une politique reposant sur la coopération internationale entre les peuples, par-delà les frontières, pour que chacun puisse bénéficier de l'indispensable sécurité pour pouvoir vivre dignement, face à une menace qui touche avant tout les populations les plus pauvres, les plus vulnérables.

Une telle politique mondiale au service des intérêts des populations, à court terme comme à plus long terme, impliquerait de ne pas en rester aux grands discours hypocrites et cyniques sur la « *transition écologique* » comme Macron et le roi d'Angleterre ont fait étalage cette semaine, mais de s'attaquer aux causes profondes de la crise climatique.

Les gouvernements et les États sont bien incapables de s'attaquer à ses causes réelles, pas plus qu'ils ne sont ca-

pables d'enrayer la crise économique, la faillite globale du système capitaliste. Toute leur politique n'est qu'une fuite en avant, soumise aux intérêts des classes dominantes, aux lois aveugles du marché et de la concurrence, à cette logique absurde d'accumulation sans limite du capital.

Crise économique et crise écologique, une seule et même crise, celle du capitalisme sénile mondialisé

Le système capitaliste en imposant à l'ensemble de la planète, avec la mondialisation, sa logique productiviste dont le seul moteur est le profit, est responsable de l'accélération et de l'ampleur prise par le réchauffement climatique qui menace l'avenir même de l'humanité.

Confronté à ses propres contradictions internes comme aux limites des ressources naturelles, il est incapable d'échapper à sa propre logique, de se soustraire à la loi du marché, à la concurrence, quel qu'en soit le prix payé par les populations ou l'environnement.

C'est pour cela qu'il est aussi le principal obstacle pour enrayer l'accélération de ce réchauffement, ce qui impliquerait, par exemple, d'obliger une multinationale comme Total à renoncer aux faramineux profits générés par les énergies fossiles, alors qu'en réalité elle multiplie les projets contre les peuples et l'environnement comme en Ouganda ou avec ses projets de plateformes offshore au large de l'Angola.

Et il est aussi incapable de faire face aux conséquences des catastrophes climatiques, incapable de protéger les populations ou ne serait-ce que de les accueillir quand elles fuient les conséquences de ces catastrophes.

Le capitalisme sénile est plus que jamais prédateur, il ne se survit qu'au prix d'une intensification du pillage du travail humain comme de la nature.

C'est pour cela que loin d'être un problème à part, déconnecté de la crise actuelle du capitalisme mondialisé, la crise écologique est un puissant révélateur du caractère global, universel de cette faillite. L'accélération de la crise climatique est la conséquence de cette logique des classes dominantes et il serait bien illusoire de penser qu'elle pourrait se résoudre par des solutions techniques, dans le cadre de ces conférences internationales où les chefs d'Etat alignent les phrases creuses et les engagements de papier ou dans les conseils d'administration de multinationales qui cherchent à nous vendre leur capitalisme vert.

La crise écologique, pas plus que la crise économique n'échappent à la réalité de la guerre de classe que les classes dominantes mènent avec de plus en plus de violence... elles sont des manifestations de la même crise globale du capitalisme, de la faillite historique d'un système et de l'impasse que constituent aujourd'hui les Etats et les institutions qui le défendent.

Ni croissance verte, ni « décroissance », en finir avec la folie d'un mode de production dépassé

Comprendre que le réchauffement climatique est intimement lié aux contradictions du capitalisme est indispensable pour pouvoir réellement s'attaquer aux racines du problème. C'est comprendre qu'il n'y a pas d'issue à cette crise dans une quelconque « *croissance verte* » ou à l'inverse dans une décroissance, une « *sobriété* » volontaires ou pas qui resteraient dans le cadre du système capitaliste...

Derrière les annonces autour de la « *transition écologique* », du « *Green New Deal* », ou de la « *planification écologique* » du gouvernement, derrière ce mensonge qu'il serait possible de transformer le capitalisme, de le rendre non polluant grâce au progrès des sciences et des techniques, il y a surtout des multinationales de l'industrie et de la finance qui espèrent bien profiter de la manne des subventions publiques pour continuer à faire du profit. Mais vert ou pas le capitalisme est incapable de produire pour satisfaire les besoins réels des populations comme de répondre aux problèmes qui se posent à l'ensemble de la société. Dans le système capitaliste, la production n'a d'autre but que de produire des marchandises, utiles ou pas, pour les vendre. C'est cette logique capitaliste qui conduit à produire pour produire, à produire pour faire du profit, et qu'importe ce qui est produit ! Ce productivisme capitaliste est tout autant ravageur quand s'il s'agit de produire des voitures à essence que des voitures électriques ou même des éoliennes, car il ne vise pas à répondre à des besoins réels, consciemment décidés mais à « *valoriser des chaînes de valeur* », en clair à faire du profit.

Cette logique folle a conduit avec la mondialisation à une marchandisation de toutes les activités humaines y compris des activités aussi vitales que l'agriculture, la production alimentaire, la santé, l'éducation... les soumettant à une logique de rentabilité, de productivité, de croissance capitaliste qui ne peut conduire qu'à des catastrophes sociales et écologiques.

Mais à l'inverse penser qu'il serait possible de contenir le productivisme du capitalisme, en réduisant volontairement la consommation, par une « *sobriété volontaire* », une « *décroissance* » sans remettre en cause les lois du marché, la production de marchandises, la propriété capitaliste qui sont le fondement du mode de production capitaliste, est une illusion. La seule décroissance que connaisse le capitalisme périodiquement, du moins pour une partie de la population, est la conséquence de la crise économique, de la récession, de l'inflation, de l'explosion des inégalités sociales, de l'extension de la misère à travers le monde.

La faillite globale du système, la spirale infernale de crises sociales, écologique, économiques pose la question de la nécessité et de la possibilité du changement du mode de production, c'est-à-dire fondamentalement de la transformation des rapports de propriétés pour permettre à l'ensemble de la société de produire consciemment, rationnellement, par son travail collectif ce dont elle a besoin

pour vivre dans le respect des limites de son environnement.

Face à la catastrophe annoncée, prendre le contrôle de la marche de la société

Il n'y a pas d'autres issue que de rompre avec cette logique infernale de l'accumulation du capital, du profit, de la concurrence qui domine toute la vie sociale, toutes les politiques des Etats, une logique absurde et mortifère qui ne peut qu'accentuer la rupture entre la société humaine et son environnement.

Face aux catastrophes annoncées, mobiliser tous les moyens humains, scientifiques, techniques pour mettre en œuvre des politiques visant à protéger, préparer les populations implique d'affronter les intérêts sociaux et politiques des classes dominantes, d'une poignée de multinationales et de leurs actionnaires, de remettre en cause la propriété capitaliste.

Le caractère mondial de la crise climatique, écologique, appelle des réponses mondiales, concertées, planifiées à l'échelle internationale. Des réponses qui nécessitent de faire passer l'intérêt général à long terme avant les intérêts à courte vue des classes dominantes et des gouvernements à leur service, de reprendre le contrôle de toute l'organisation économique pour la sortir de la logique capitaliste. Elles impliquent d'en finir avec les cadres nationaux et les rivalités entre Etats, avec la concurrence économique, la fuite en avant dans la course à la productivité, à la compétitivité.

De tels bouleversements sont possibles car, malgré le parasitisme du capitalisme, les progrès, le développement

des moyens de production et du prolétariat à l'échelle mondiale ont créé les conditions et possibilités matérielles d'y parvenir.

Jamais en effet la contradiction n'a été aussi profonde entre l'énorme potentiel de progrès, d'accroissement du temps libre, rendu possible par les sciences et les techniques, par une production moderne assurée par le travail social d'une classe ouvrière jeune, instruite, féminisée, interconnectée, et l'archaïsme, le parasitisme de cette propriété capitaliste qui permet à une poignée de multinationales de soumettre toute la vie sociale aux seuls intérêts de leurs actionnaires.

L'impasse insupportable que représente une telle contradiction est aussi en réalité porteuse d'espoir car elle ne peut qu'être un accélérateur des évolutions de conscience, de l'émergence de nouvelles aspirations à la démocratie, à l'accès au progrès, elle ne peut qu'engendrer de la contestation, de la révolte, et c'est bien cette révolte sociale qui est porteuse de la rupture possible et nécessaire avec le capitalisme en toute indépendance de ses institutions.

Ce n'est qu'en rupture avec l'ordre social actuel, en prenant directement, collectivement le contrôle de la marche de la société à travers une réappropriation collective de la production que pourront être imposés d'autres choix sociaux, permettant une réorganisation de l'ensemble du mode de production et des échanges, une transformation de toute l'organisation sociale qui permette d'instaurer des rapports sociaux favorables au libre développement de chacun en harmonie avec notre environnement.

Bruno Bajou